

.....

Avis n°14-35749 publié le 03/03/2014

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/14-35749/officiel>

Avis de marché

Département de publication : **75**
Annonce No **14-35749**
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ministère des Affaires étrangères.

Correspondant : Mme custos mayala Marie-Laure, rédactrice au pôle de l'évaluation, 27 rue de la Convention CS 91533 75732 Paris Cedex 15 75015 Paristél. : 01-43-17-83-79courriel :

marie-laure.custos@diplomatie.gouv.fr adresse internet :

<https://www.marches->

[publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=124403&orgAcronyme=c8v](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=124403&orgAcronyme=c8v)

Objet du marché : **exécution de l'évaluation finale du projet du Fonds de solidarité prioritaire (Fsp) no 2009-22 "Soutien aux enseignements de français en Afghanistan (sefa ii)". Cet exercice doit permettre de dresser un bilan objectif et critique de la mise en oeuvre du projet, d'en apprécier sa performance au regard des critères de l'évaluation et de présenter les conclusions et principales recommandations qui en découlent.**

Lieu d'exécution : france et étranger (Afghanistan).

Lieu de livraison : paris, 75015 Paris Cedex 15.

Caractéristiques principales :

évaluation finale du projet du fonds de solidarité (Fsp) no 2009-22 "soutien aux enseignements de français en Afghanistan (SEFA Ii)"

Prévoir une mission à Kaboul et Herat

Refus des variantes.

Durée du marché ou délai d'exécution : 8 mois à compter de la notification du marché.

Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services) : 15 avril 2014.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

cf. CCTP 07-2014 paragraphe 5-2 : l'équipe d'évaluation réunira les compétences suivantes :

- expertise en évaluation des politiques publiques en matière d'aide au développement,
- connaissance en ingénierie éducative et en gouvernance universitaire,
- connaissance en FLE et/ou en didactique de l'interprétariat-traduction,
- connaissance souhaitée de l'afghanistan et du système universitaire afghan,
- la présence d'au moins un expert local au sein de l'équipe d'évaluation est un atout,
- maîtrise de l'anglais impérative,
- bonne maîtrise des outils informatiques.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- qualification, composition et organisation de l'expertise : 45 %;
- compréhension générale, démarche méthodologique : 40 %;
- offre financière : 15 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 28 mars 2014, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAE-DGM-07-2014.

Renseignements complémentaires : conflits d'intérêt :

Les candidats doivent informer l'administration de tout conflit d'intérêt possible. En particulier, tout prestataire - ou expert membre de l'équipe proposé - ayant participé activement au pilotage ou à la mise en oeuvre de tout ou partie du projet sera considéré en situation de conflit d'intérêt. Sa soumission sera considérée comme inéligible.

principe de distanciation (charte de la société française d'évaluation)

l'évaluation est conduite de façon impartiale. Les personnes participant à l'évaluation à titre professionnel informent les autres partenaires de tout conflit d'intérêt éventuel.

le processus d'évaluation est conduit de façon autonome par rapport aux processus de gestion et de décision. Cette autonomie préserve la liberté de choix des décideurs publics.

le candidat devra fournir :

- Une attestation précisant les pouvoirs de la personne, habilitée à engager le candidat et signataire de l'acte d'engagement,
- une attestation sur l'honneur prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales,

-le CCAP signé ainsi que son annexe financière,

-ses références professionnelles (courte description de services équivalents et indiquant pour qu'elle entreprise ou organisme ainsi que sa position de responsable ou de membre de l'équipe)

les candidats sont invités dans leurs offres à :

A/ présenter une offre méthodologique et une proposition financière, cette dernière établie sur le modèle de bordereau des prix joint en annexe du Ccap.

Les offres techniques ne devront pas dépasser 20 pages (hors CV et références). Les candidats sont invités à proposer des amendements s'ils le jugent nécessaire, qu'ils justifieront dans leurs offres.

b/ indiquer clairement les fonctions de chaque membre de l'équipe et identifier un chef d'équipe ;

C/ classer les références des experts proposés (CV de 4/5 pages maximum)

d/ préciser pour chaque membre de l'équipe proposée les tâches qui lui seront confiées et le nombre total de jours/expert prévu. A cet effet, un tableau de répartition des jours-experts par membre de l'équipe et par principale étape des travaux sera établi.

- la présence d'au moins un expert local au sein de l'équipe d'évaluation est vivement recommandé.

e/ proposer un chronogramme en indiquant la disponibilité du prestataire sur la période couvrant les huit mois suivant la remise de l'offre.

1. pour des raisons de sécurité, les candidats sont invités à présenter leur candidature et offre par voie électronique de façon dématérialisée via la plate-forme des achats de l'état (www.marches-publics@gouv.fr). Recherche avancée - référence : Dgm-Mae-07-2014.

En cas de difficulté le candidat doit en informer immédiatement l'administration via la Plateforme et par courriel en donnant toutes précisions utiles pour permettre à l'administration de répondre via la plateforme.

copie de sauvegarde identifiée comme telle est acceptée. N'hésitez pas à nous en produire

le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance (www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/ ou l'équivalent européen).

- un certificat conforme au RGS V2 (2 étoiles) en cours de validité et agréé est indispensable. Le candidat se le procure au moins 15 jours avant la date limite de remise des plis.

la personne habilitée à engager la société signe avec son certificat électronique l'acte d'engagement original. Dépôt accepté en .doc, xls, pdf, pps ou Open Office. Macros et fichiers.exe interdits. Si virus, pli rejeté. Le candidat prend garde à tester la configuration de son poste et à tester le dépôt d'un pli test (jusqu'à confirmation de dépôt par la plate-forme) au moins un jour avant la date limite de remise des plis. En cas de soucis technique, il contacte le numéro d'assistance (01 76 64 74 07). il prend en considération le temps d'acheminement de son offre afin que la réception du pli se fasse avant la date et heure limites de réception des plis. Si de multiples envois sont reçus, seul le dernier pli réceptionné (autre que la copie de sauvegarde) est ouvert.

2. Le dossier d'offre est constitué du CCAP no 07-2014, valant Acte d'engagement complété, daté et signé par le candidat, des pièces justificatives des qualités et capacités du candidat et de son offre technique et financière et de tout document lui paraissant nécessaire.

3. Après une première analyse des dossiers, l'administration se réserve le droit d'ouvrir une négociation en 2 tours maximum avec les 3 dossiers les mieux notés.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 3 mars 2014.